



EURODOM

L'Europe et les Départements français d'Outre-mer

INFORUP

Semaine du 20 au 24 mars 2017

PÊCHE – ADOPTION DU RAPPORT RODUST DANS SA COMMISSION PARLEMENTAIRE : le 22 mars la commission de la pêche du Parlement européen a adopté le rapport d'initiative de Mme Ulrike Rodust (Allemagne, S&D) intitulé « la gestion des flottes de pêches dans les RUP ». La version consolidée du rapport, reprenant les amendements adoptés, n'est pas encore disponible mais plusieurs éléments favorables se dessinent pour reconnaître l'importance du secteur économique de la pêche dans les RUP, l'exhortation à réfléchir à un règlement spécifique pour la pêche ultrapériphérique à l'image de ce que le POSEI prévoit pour l'agriculture de ces territoires, le besoin de modernisation et d'adaptation des flottes, l'opportunité de repenser la segmentation des capacités de flotte, ou encore la nécessité de mieux encadrer les accords de pêche avec les pays tiers. Le rapport définitif adopté par cette commission sera diffusé avec le prochain bulletin de l'InfoRUP. Le rapport Rodust doit désormais être voté en séance plénière du Parlement européen, le 26 ou le 27 avril prochain.

NOUVEL ECHEC LORS DU DERNIER TRILOGUE SUR L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE : Les négociations du dernier trilogue, ayant eu lieu le mercredi 22 mars, sont une nouvelle fois un échec. Les institutions ne sont donc parvenues à aucune avancée. Les négociateurs auraient buté surtout sur la méthode de travail de la Présidence maltaise, les eurodéputés ayant souhaité que des textes de compromis soient présentés lors des discussions dans les groupes techniques précédant les trilogues. La Présidence maltaise du Conseil soulignerait que le nouveau mandat du Conseil présenté le 28 février avait été difficile à obtenir et que, dès lors, sa marge de manœuvre est très ténue. Un nouveau trilogue est déjà programmé pour le 3 mai et un CSA du Conseil est programmé pour le lundi 3 avril. Du côté du Parlement européen, le rapporteur, Martin Haüsling (Verts/ALE, allemand), devrait consulter prochainement les rapporteurs fictifs des autres groupes politiques pour évaluer la marche à suivre. Il semble y avoir eu beaucoup de tension lors du trilogue de mercredi et très peu de progrès sur le fond du dossier. Selon nos informations, le volet des importations a été discuté lors du trilogue du 22 mars : le Conseil a soumis sa proposition de maintenir le

système d'équivalence pendant 5 ans (à partir de la date de mise en œuvre du nouveau règlement), suivi d'une période de dérogations pour les RUP et les pays tiers de 5 ans renouvelable. Le PE et la Commission ont refusé et ont demandé à s'en tenir à ce qui a été négocié sous la Présidence néerlandaise en juin 2016, c'est-à-dire 5 ans + 2 ans de dérogations au maximum. La Commission a d'ailleurs mentionné avoir pris connaissance de la lettre que les députés des RUP ont envoyé au rapporteur demandant à ce que ce point soit une ligne rouge lors des négociations. Julie Girling (CRE, britannique) avait demandé à la Commission de retirer la proposition et a fustigé l'intransigeance du Conseil. « Il faut arrêter les négociations », a-t-elle lancé le lundi 20 mars dernier lors de la Commission Agriculture du Parlement européen.

ACCORD UE/ CANADA – LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL FRANÇAIS

MENACE LE CETA : Le Conseil constitutionnel français, mercredi 22 mars, a décidé de prolonger jusqu'en juin son instruction pour l'accord de libre-échange UE/Canada (CETA). L'accord a été signé le 30 octobre 2016 après une crise de plusieurs semaines due à la résistance des entités fédérées belges francophone. Son entrée en vigueur provisoire est désormais imminente, dès qu'il sera ratifié par les Parlements nationaux de tous les États membres de l'UE pour sa conclusion définitive. Le Conseil constitutionnel français a été saisi en recours au mois de février par 150 parlementaires français « pour entendre différents experts » et vérifier la compatibilité de l'accord avec la constitution. Ce report « illustre la complexité du dossier et confirme le flou inquiétant sur la légalité de cet accord », a commenté l'ONG Foodwatch, dont les alertes ont poussé l'action des parlementaires français face au Conseil constitutionnel. Selon Foodwatch, en collaboration avec l'Institut Veblen, la Fondation Nicolas Hulot et le professeur de droit constitutionnel Dominique Rousseau, plusieurs dispositions du CETA portent atteinte à la Constitution française en contrevenant au principe de précaution (absent de l'accord), au principe d'égalité de traitement entre investisseurs nationaux et étrangers (avec la mise en place d'un tribunal ad hoc pour régler les litiges entre investisseurs et États) et au principe de souveraineté (tant sur le volet de la coopération réglementaire que sur celui du règlement des litiges en matière d'investissement). Si le Conseil constitutionnel jugeait le CETA incompatible avec la Constitution française, une révision de cette dernière serait nécessaire avant toute ratification de l'accord par le Parlement français.

ACCORD UE/ MERCOSUR – LES EURODEPUTES FRANÇAIS DU GROUPE S&D DEMANDENT QUE LA VIANDE BOVINE SOIT EXCLUE DES NEGOCIATIONS :

A la suite du scandale sanitaire de grande ampleur qui est apparu le 17 mars dernier dans le secteur de la viande au Brésil, les députés français du groupe S&D (Socialistes et Démocrates) du Parlement européen ont interpellé la Commission européenne, dans une question écrite déposée jeudi 23 mars. Ils demandent des garanties sur les mesures concrètes prises pour protéger les consommateurs européens, sur la suspension des importations de ces produits en provenance du Brésil ainsi que sur l'exclusion de la viande bovine des négociations de libre-échange UE/Mercosur. Le scandale brésilien dévoilé le 17 mars éclabousse nombre d'inspecteurs des services sanitaires et de grands industriels du secteur,

révélant des fraudes ainsi que de nombreuses déficiences des contrôles et inspections réalisées sur ces produits. Trois jours auparavant, le 14 mars, le ministre des affaires étrangères brésilien Aloysio Nunes déclarait qu'il avait bon espoir que l'accord soit signé avant la fin de l'année 2017.

CONCLUSION DE L'ACCORD DE LIBRE-ECHANGE JAPON / UE EN 2017 ? : Le président du Conseil européen, Donald Tusk, et le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker ont tous deux rencontrés le Premier ministre japonais, Shinzo Abe, et confirmé, ce mardi 21 mars, l'engagement des deux parties à conclure les négociations pour un accord de libre-échange UE/Japon et pour un accord de partenariat stratégique avant fin 2017. Jean-Claude Juncker a déclaré espérer « conclure ces pourparlers lors du prochain sommet UE/Japon », sans préciser de date mais en rappelant qu'il retrouverait M. Abe en mai lors du sommet du G7 de Taormina (Italie). Le président de la Commission a aussi confirmé que les négociateurs européens et nippons se retrouveraient pour un nouveau round de négociations en avril à Tokyo et que « le processus s'intensifiera plus tard ». Lancées en 2013, mais bien avancées, les négociations de libre-échange UE/Japon se heurtent encore à des obstacles dans le domaine agricole et industriel, notamment pour l'automobile. Les services, les marchés publics (en particulier l'accès au marché nippon dans le secteur ferroviaire), les questions réglementaires, la propriété intellectuelle (incluant les indications géographiques) et la question de l'inclusion dans le futur accord du système promu par l'UE de cour spéciale pour arbitrer les litiges en matière d'investissement sont toujours sur la table.

POSSIBILITE DE POURSUITE DES NEGOCIATIONS CONCENANT LE TTIP : Malgré le fait que le président américain, Donald Trump, ait remis en cause plusieurs accords de libre-échange, le chargé d'affaires à la mission américaine auprès de l'UE, Adam Shub, se montre optimiste concernant la poursuite des négociations pour un accord commercial UE/États-Unis (TTIP). « La nouvelle administration américaine revoit le TTIP, je crois qu'il faut faire preuve d'optimisme (one has to be an optimist) », a-t-il expliqué lors d'une audition en commission des affaires étrangères du Parlement européen le mardi 21 mars dernier. Selon lui, il y a un soutien continu en faveur du TTIP à Washington. Pour tenter de rassurer les Européens, M. Shub a précisé que la politique américaine n'était pas décidée de façon unilatérale par la Maison-Blanche. « Le Congrès est très expérimenté, engagé, il joue un rôle légal, énorme, dans les échanges commerciaux et il est le gardien des investisseurs, des consommateurs et des exportateurs », a-t-il précisé.

LE BREXIT SERA DECLENCHE FORMELLEMENT LE 29 MARS : Le Premier ministre britannique, Mme Theresa May, a finalement annoncé qu'elle notifiera l'article 50 du traité mercredi 29 mars. Quant au négociateur principal de la Commission européenne pour le 'Brexit', Michel Barnier, il a insisté sur l'absolue nécessité de trouver un accord mutuel entre les deux parties, pour éviter de sombrer dans « l'incertitude la plus totale ». L'absence d'accord provoquerait aussi des crises d'approvisionnement, de graves perturbations du trafic aérien. Elle générerait des files de camions à Douvres, en France. Pire, le Royaume-Uni se retrouverait du jour au lendemain hors du traité d'Euratom et, par voie de conséquence, en

rupture d’approvisionnement en matière nucléaire. M. Barnier a également cherché à rassurer en rappelant que le Royaume-Uni avait donné son accord pour l’enveloppe destinée à la politique de cohésion et, partant, se devait d’honorer ses engagements jusqu’au bout. L’inquiétude sur l’impact du ‘Brexit’ sur le cadre financier pluriannuel actuel est grande en revanche, ce cadre courant jusqu’à 2020 alors que le Royaume-Uni est censé avoir quitté l’UE en 2019.

AGENDA DE LA SEMAINE DU 27 AU 31 MARS 2017

	PARLEMENT EUROPEEN	COMMISSION EUROPEENNE	AUTRES ORGANES EUROPEENS	AUTRES ÉVÉNEMENTS
Lundi 27/03				
Mardi 28/03				
Mercredi 29/03				Réunion de l’APEB
Jeudi 30/03		4e forum des régions ultrapériphériques – Les régions ultrapériphériques, terres d’Europe dans le monde : vers une stratégie renouvelée		
Vendredi 31/03		4e forum des régions ultrapériphériques – Les régions ultrapériphériques, terres d’Europe dans le monde : vers une stratégie renouvelée		